Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque

M. Gagnon est politologue, professeur au département de sciences politique, UQÀM

(1997)

“Le Devoir et la Gazette face aux gouvernements Duplessis”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque

“Le Devoir et la Gazette face aux gouvernements Duplessis”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 55-85. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

M Alain-G. Gagnon, politologue, professeur au département de sciences politique, UQÀM, nous a accordé le 17 mars 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses publications dans *Les Classiques des sciences sociales*.

Courriel : gagnon.alain@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 7 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Alaion-G. Gagnon et Louiselle Lévesque

“Le Devoir et la Gazette face aux gouvernements Duplessis”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 55-85. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Table des matières

[Introduction](#)

[La campagne de 1936](#)

[La campagne de 1939](#)

[La campagne de 1944](#)

[La campagne de 1948](#)

[La campagne de 1952](#)

[La campagne de 1956](#)

[Conclusion](#)

[Tableau 1.](#) Positions du *Devoir* et de la *Gazette* face à l'Union nationale, 1936-1956

[Tableau 2.](#) Positions du *Devoir* et de la *Gazette* face au gouvernement sortant, 1936-1956

[Tableau 3.](#) Résultats des élections provinciales au Québec, 1935-1956

Alain-G. Gagnon et Louiselle Lévesque

“**Le Devoir et la Gazette face aux gouvernements Duplessis**”.¹

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 55-85. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le règne de Maurice Duplessis comme premier ministre du Québec s'est échelonné sur plus de vingt ans. Hormis une brève intermission de 1939 à 1944, le « Chef » a dirigé les destinées de la province de 1936 à 1959. Durant cette période que l'on a appelée la « Grande noirceur », l'Union nationale a été portée au pouvoir à cinq reprises. Tantôt encensée, tantôt vilipendée, l'administration Duplessis offrira, autant à ses partisans qu'à ses opposants, matière à débats. Comme on pouvait s'y attendre, la presse écrite a fait largement écho à ces débats qui ont agité la société québécoise au cours de cette période.

Dans notre étude, nous avons cherché à savoir comment un quotidien francophone, *Le Devoir*, et un quotidien anglophone, la *Gazette*, s'étaient comportés face aux gouvernements Duplessis. À cette fin, nous avons analysé le contenu des éditoriaux que les deux quotidiens

¹ Nous remercions Rémy Gagnon, étudiant de doctorat au département de science politique de l'Université McGill, pour sa participation à la cueillette et au traitement initial des informations.

ont publiés aux cours des 30 jours précédant chaque élection entre 1936 et 1956. Comme notre analyse ne touche que les pages éditoriales, il nous est impossible de porter un jugement sur l'ensemble des articles journalistiques concernant la politique québécoise publiés par les deux quotidiens au cours de cette période. Échappe également à notre examen tout ce qui est paru entre chaque campagne électorale et qui pouvait donner un autre son de cloche ou annoncer un changement dans la ligne éditoriale des deux organes de presse. Mais nous estimons que les éditoriaux publiés en période électorale, un temps fort dans notre vie démocratique, sont suffisamment révélateurs et significatifs pour que nous soyons en mesure de tirer certaines conclusions.

La campagne de 1936

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque les Québécois sont convoqués à des élections anticipées pour le 17 août 1936, le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau vient de démissionner de son poste en raison des nombreux scandales de corruption qui ont éclaboussé son gouvernement. Adélard Godbout, qui est choisi pour lui succéder, sollicite à son tour la faveur de l'électorat. Le gouvernement libéral venait à peine d'obtenir un nouveau mandat (25 novembre 1935), avec une majorité réduite toutefois, ayant affronté pour la première fois la nouvelle coalition formée par l'Action libérale nationale dirigée par Paul Gouin et le Parti conservateur du Québec dirigé par Maurice Duplessis. Pour l'élection d'août 1936, les deux partis ont fusionné pour former l'Union nationale, dont le chef est nul autre que Maurice Le Noblet Duplessis.

Le Devoir aborde résolument cette élection sous l'angle de la nécessité de changer le régime en place à Québec depuis 20 ans.² Il faut, dit *Le Devoir*, nettoyer la province du gouvernement libéral corrompu jusqu'à la moelle : « (...) le ministère s'est tué à force d'abus de tous genres : abus de patronage, abus de favoritisme, abus de népo-

² Pour une synthèse des positions prises par *Le Devoir* et *The Gazette* face à l'Union nationale de 1936 à 1956 et face au gouvernement sortant durant la même période, voir les tableaux 1 et 2 à la fin du texte.

tisme, abus de politicaillerie, abus de grivèlerie, abus de législations scandaleuses, abus d'impôts, abus de pouvoir, abus d'autocratie, abus d'électoratisme, abus de banditisme électoral. » ³

Il y a bien sûr la promesse d'une enquête pour faire la lumière sur l'administration Taschereau et d'un comité judiciaire pour éplucher les comptes publics mais *Le Devoir* ne se fait guère d'illusions sur l'issue de cette opération

« M. Charles-Auguste Bertrand, que fait-il ? il promet. il promet éloquemment, fermement, explicitement, longuement, fréquemment, obstinément. Et aussi il promet tout court. Enfin, il a sa Commission d'enquête - celle dont le rapport viendra à Pâques ou à la Trinité 1937 ou 1938 ? Il promet une police propre, épurée, irréprochable, une police candide comme le jour qui le vit naître ; des élections honnêtes sans le banditisme accoutumé - mais il laisse en liberté les bandits électoraux. Que n'a promis, que ne promet, ne promettra, ne promettrait Me Bertrand, sauf de faire faire rapport avant le 17 août à ses commissaires enquêteurs, nommés sur le tard et qui se mettront au travail, Dieu sait quand, - et peut-être aussi M. Bertrand. » ⁴

Le quotidien d'Henri Bourassa ne se laisse pas leurrer non plus par la tentative de l'équipe d'Adélard Godbout de se refaire une virginité en se présentant comme des « hommes neufs ». L'éditorialiste Georges Pelletier écrit : « La province a besoin d'un changement de régime, elle a besoin de rompre avec l'esprit de parti ; de chasser du pouvoir la vieille équipe qui se réclame d'être équipe neuve, qui se drape dans un programme neuf en apparence, - équipe qui comprend

³ Georges Pelletier, « Qui choisirons-nous ? Duplessis ou Godbout ? », *Le Devoir*, 13 août 1936, p. 1.

⁴ Georges Pelletier, « J'ai promis... je promets... je promettrai... Et si j'en oublie, dites-le vite », *Le Devoir*, 13 août 1936. Charles-Auguste Bertrand a été secrétaire et registraire de la province de Québec dans le cabinet Godbout du 27 juin au 26 août 1936. Malgré la vague unioniste, il a réussi à se faire élire député le 17 août 1936.

tous ceux qui depuis vingt ans et davantage ont profité de tout, ont pris tout, veulent tout garder (...). » ⁵

Le Devoir recommande donc à ses lecteurs de voter pour Maurice Duplessis. « M. Godbout est solidaire de tous les abus du passé. M. Duplessis, lui, fut contre tous ces abus. Et c'est à(sic) celui qui fut pour le régime abusif, qui en fut lui-même, qu'il faudrait faire crédit, plutôt qu'à celui qui lutte contre le régime néfaste toute sa vie politique durant ? Absurdité. » ⁶

La *Gazette* n'appuie pas clairement le gouvernement Godbout mais c'est envers l'équipe libérale que le quotidien se montre le plus bienveillant. « Whatever political views he may hold, (...) [Premier Godbout] is endeavoring to conduct the provincial election campaign on a high level, prepared to acknowledge confidence in the honesty of his opponents, and striving to be such as he would persuade others to be. » ⁷

Contrairement au *Devoir*, et alors que le chef unioniste fait toute sa campagne sur le thème de la corruption du gouvernement, la *Gazette* passe sous silence les abus du régime Taschereau et tente de mettre en relief les changements dans le camp libéral :

« On the one hand, there is a Government with a new head and largely a new personnel, professing the old traditional Liberalism while at the same time offering a new deal, a clean administrative sheet and a programme which, while constructive, is quite sufficiently advanced to satisfy most conceptions of paternalism ; and paternalism seems to be in universal favor. On the other hand there is an Opposition, vigorously led by Mr. Maurice Duplessis, promising almost everything under the sun, and insis-

⁵ Georges Pelletier, « Et qu'on nettoie ça, le 17 ! La province d'abord, ou le parti ? », *Le Devoir*, 8 août 1936.

⁶ Georges Pelletier, « Qui choisirons-nous ? Duplessis ou Godbout ? », voir note 3.

⁷ « The Provincial Campaign », *The Gazette*, 21 juillet 1936.

ting that the Godbout Ministry be held to account and punished for the sins of its predecessor. » ⁸

Le 17 août 1936, les libéraux sont battus à plate couture. L'Union nationale réussit un véritable balayage avec 76 sièges et 58% des voix. ⁹

La campagne de 1939

[Retour à la table des matières](#)

La Deuxième Guerre mondiale vient à peine d'être déclarée (1er septembre 1939) lorsque le gouvernement Duplessis convoque de façon hâtive les Québécois à des élections générales pour le 25 octobre. Le bilan que l'historien Paul-André Linteau et ses collègues font du premier mandat du gouvernement de Maurice Duplessis n'est guère reluisant :

« Sur le plan économique, reniant les propositions de l'ALN comme la nationalisation de l'électricité ou la création d'un Conseil économique et social, Duplessis pratique la même politique que son prédécesseur, axée sur la coopération avec les entreprises étrangères et l'exploitation privée des richesses naturelles. Il affecte toutefois des sommes importantes à l'agriculture et à la colonisation, et met sur pied le crédit agricole en 1936. Sur le plan social, outre quelques efforts timides comme la loi des salaires raisonnables ou l'aide aux mères nécessiteuses et aux aveugles, on se contente d'investir dans les travaux publics à l'intention des chômeurs. » ¹⁰

Ce qui a marqué aussi ce premier mandat, ce sont les relations conflictuelles que le gouvernement Duplessis a entretenues avec le gouvernement central. Ottawa a institué, en 1937, la *Commission royale*

⁸ « Today's Election », *The Gazette*, 17 août 1936.

⁹ Pour des résultats plus complets des élections provinciales au Québec de 1935 à 1956, voir le tableau 3 à la fin du texte.

¹⁰ Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Boréal, 1989, p. 135.

des relations entre le Dominion et les provinces (Rowell-Sirois) dans le but de revoir les bases sur lesquelles repose le pacte confédératif du point de vue financier et économique. Le premier ministre du Canada, Mackenzie King, est d'avis que des pouvoirs extraordinaires doivent être mis entre les mains du gouvernement central pour trouver une solution à la crise économique sans précédent qui frappe le pays. Les ambitions centralisatrices d'Ottawa se trouvent renforcées par la guerre qui vient d'éclater.

Grandement préoccupée par le contexte international, la *Gazette* aborde cette campagne électorale presque uniquement sous l'angle de la participation du Canada à l'effort de guerre. Le quotidien rapporte dans ses pages éditoriales que le *Winnipeg Free Press* soupçonne le premier ministre d'avoir déclenché prématurément des élections dans l'espoir que l'opposition à la participation canadienne à la guerre et la crainte de la conscription favorisent sa réélection.

Tout au long de la campagne, la *Gazette* a tenté de forcer le premier ministre sortant à expliquer en quoi le recours à la Loi des mesures de guerre par le gouvernement central constitue une menace pour l'autonomie provinciale. La *Gazette* se plaint de ne pas avoir obtenu de réponse satisfaisante du premier ministre qui, aux dires du quotidien, joue sur l'ambiguïté. « It is the right of the federal authorities to declare war, says the Premier. War has been declared, the law is on the statute books, and the population of Quebec is law-abiding. »¹¹ Le journal interprète ce discours prononcé à Sherbrooke comme une intention claire de la part de M. Duplessis de ne pas faire de la participation à la guerre un enjeu de cette élection. Mais quelques jours plus tard, la *Gazette* écrit :

« The whole trend of Mr. Duplessis' appeal, now at any rate, is definitely against participation by the Dominion in this war. It is an attempt to isolate Quebec from the rest of the provinces. It strikes at the very foundations of the union of 1867. It has already alienated a great and influential body of public opinion in this province and threatens to break up the National Union party itself, by no means an undesirable thing. It is an affront

¹¹ « Duplessis clears the air », *The Gazette*, 12 octobre 1939.

to all those loyal sons of this province who have filled the ranks of French-Canadian regiments to overflowing. It is as stupid as it is unpatriotic. » ¹²

Aux yeux de la *Gazette*, l'autonomie provinciale est bien peu de chose face aux valeurs qui sont en jeu dans cette guerre :

« In other words, provincial autonomy may be temporarily restricted by federal war measures but it is certain to be lost entirely if the war goes against the democracies, Canada included. It is all very well to say that this must not happen and cannot happen, but there is only one way of averting such a catastrophe and that is for the democracies to put forward the greatest effort of which they are capable and to employ all the resources of which they are possessed in resisting Nazi aggression. Canada has no secondary responsibility in this regard and can content itself with no secondary effort. It must do everything that it can and with all that it has realizing that this is a war of survival in which national autonomy, let alone that of any province, must stand or fall. ¹³

La *Gazette* dénonce aussi les propos de Maurice Duplessis lorsqu'il laisse entendre que les empiètements fédéraux constituent une menace pour la religion et la langue :

« When Mr. Duplessis talks assimilation as a consequence of that measure of political and administrative centralization which a united war effort makes necessary, he talks nonsense, and as an educated and intelligent man he must be aware of this, aware that he is presuming far too much upon the ignorance and credulity of a population which is neither ignorant nor credulous and which is left very cold by political sophistries of this character. » ¹⁴

La *Gazette* ne prend pas clairement position en faveur des libéraux d'Adélard Godbout, mais le contenu de ses éditoriaux ne laisse aucun doute sur le sens qu'elle souhaite donner au vote. Le quotidien fait largement écho aux attaques des libéraux contre le gouvernement Duplessis et en particulier à celles du ministre fédéral de la justice, Er-

¹² « Dysart and Duplessis », *The Gazette*, 16 octobre 1939.

¹³ « Lapointe's case is very strong », *The Gazette*, 11 octobre 1939.

¹⁴ « Is this Duplessis' case ? », *The Gazette*, 21 octobre 1939.

nest Lapointe, qui est venu, avec plusieurs de ses collègues, prêter main-forte aux troupes d'Adélard Godbout. Les ministres fédéraux du Québec mettent tout leur poids dans la balance et menacent de démissionner si le gouvernement Duplessis est réélu, voyant dans le verdict populaire un désaveu de la décision du cabinet de Mackenzie King d'entrer en guerre. La *Gazette* prend cette menace très au sérieux.

« Mr. Lapointe and his associates, however, have regarded the Duplessis action as of such profound importance that they are willing to accept the risk of personal demotion and to confront the province of *Quebec with* that grave possibility. In these circumstances it *becomes necessary that* the issues which have arisen *between the* provincial and the federal governments, issues upon which the contest is to be fought, should be identified and clarified at the *earliest possible moment*. » ¹⁵

Cette intervention des ministres fédéraux dans la campagne électorale est une preuve de plus aux yeux du *Devoir* que voter pour Adélard Godbout c'est remettre les rênes du pouvoir à Québec entre les mains d'Ottawa. « Tu veux qu'Ottawa mène Québec et à Québec ? Vote pour M. Godbout. Tu veux que le Québec soit et reste maître à Québec ? Ne vote pas pour M. Godbout, protégé d'Ottawa, aux ordres d'Ottawa. » ¹⁶

Le Devoir ne dit pas à ses lecteurs de voter pour Maurice Duplessis, mais son message est quand même très clair : « Soyons réalistes, soyons terre à terre. L'essentiel n'est-ce pas que M. Duplessis soit honnête, intelligent, désintéressé, qu'il ne soit pas l'homme du régime Taschereau, ni l'homme d'Ottawa ? Nous n'avons pas à choisir dans l'absolu, entre un régime idéal et un régime médiocre. Nous avons à choisir dans le relatif et la vie courante. » ¹⁷

Le Devoir résume ainsi le choix qui s'offre aux électeurs québécois : « Si nos ministres d'Ottawa allaient rallier la majorité des élec-

¹⁵ « Lapointe is not bluffing », *The Gazette*, 4 octobre 1939.

¹⁶ Georges Pelletier, « Voulez-vous qu'Ottawa mène Québec ? », *Le Devoir*, 21 octobre 1939.

¹⁷ Ibid.

teurs québécois à M. Godbout, Ottawa serait maître à Québec. Et si M. Duplessis reste où il est, le pouvoir central ne pourra mener le Québec. Le point à trancher mercredi est donc simple : ou M. Duplessis et la cessation des empiètements fédéraux : ou M. Godbout et le pouvoir fédéral maître à Québec. » ¹⁸

Comme on peut le voir, tout le débat sur la participation à la guerre dont la *Gazette* a fait grand cas, *Le Devoir* ne fait que l'effleurer et toujours par le biais de la perte d'autonomie provinciale que le conflit engendre. Par contre, alors que la *Gazette* passe pratiquement sous silence la question des finances publiques, *Le Devoir* consacre à cette question un éditorial très fouillé. En réponse aux attaques d'Ottawa et plus particulièrement aux déclarations du ministre Ernest Lapointe qui soutient que la province est tellement mal administrée qu'elle serait au bord de la faillite, *Le Devoir* rétorque :

« On peut, on doit regretter que les pouvoirs publics, les provinces et les pays s'endettent et continuent de s'endetter, ces années-ci. Cela est déplorable. Pourtant, si cela est un méfait, un crime pour une province, pourquoi ne le serait-ce pas pour tous, pour l'État central même ? Si cela est de la mauvaise administration, pourquoi ne le serait-ce pas à Ottawa comme à Québec ? Et si ce n'en est pas à Ottawa, comment en serait-ce à Québec ? Si l'on affecte, à Ottawa, en quelque cinq ans des centaines de millions à des fins diversement appréciables et appréciées, l'on a mauvaise grâce à se scandaliser de ce qu'on s'endette pour faire vivre et travailler les chômeurs et les pauvres diables d'une province. Le bon sens ne doit-il pas, malgré la passion politique, prévaloir dans tous les domaines ? » ¹⁹

Le 25 octobre 1939, les libéraux reprennent le pouvoir avec 70 sièges et 54% des voix. L'Union nationale ne réussit à faire élire que 15 députés.

¹⁸ Georges Pelletier, « Voterons-nous pour Québec ? Voterons-nous pour Ottawa ? », *Le Devoir*, 23 octobre 1939.

¹⁹ Georges Pelletier, « Finances de Québec, finances d'Ottawa », *Le Devoir*, 14 octobre 1939.

La campagne de 1944

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, la question de l'autonomie du gouvernement provincial fera invariablement partie de l'agenda politique. L'Union nationale en fera encore le maître-mot de son programme électoral. Gravitent autour de cette question celle de la perception des revenus nécessaires au bon fonctionnement de la province, qui est au coeur du contentieux fiscal entre Québec et Ottawa, et celle de l'exploitation des ressources naturelles, principalement de l'hydro-électricité. Cette campagne porte aussi les traces du déchirant débat entourant le plébiscite de 1942 sur la conscription qui a contribué à donner à l'administration Godbout, qui sollicitait un deuxième mandat, l'image d'un gouvernement soumis aux desiderata fédéraux.

Le Bloc populaire canadien est né au début de 1943 précisément pour combattre la conscription et la contribution du Canada à l'effort de guerre. Paul-André Comeau affirme que ce parti a pris naissance dans le sillage de l'Action libérale nationale. « La plupart des dirigeants de l'A.L.N. se retrouvent parmi les fondateurs du Bloc. »²⁰ En outre, l'auteur soutient que le directeur du *Devoir*, Georges Pelletier a joué dans la formation de ce nouveau parti un rôle influent en promettant à Maxime Raymond l'appui de son journal s'il accepte d'être le chef du Bloc. Le fait que *Le Devoir* se lie ainsi à une formation politique témoigne selon Paul-André Comeau « d'un changement d'attitude important de la part du journal fondé par Henri Bourassa ». ²¹

Parallèlement, l'Union nationale a cherché de diverses façons à exercer une mainmise sur *Le Devoir*. Suzanne Clavette et Robert Comeau soutiennent que dès 1943,

²⁰ Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 98.

²¹ Ibid., p. 97.

« le chef de l'Union nationale avait tenté de prendre le contrôle du seul véritable journal indépendant de la province. Il avait présenté une offre d'achat en bonne et due forme à son directeur, Georges Pelletier, mais ce dernier s'était énergiquement opposé à une telle combine au nom du principe d'indépendance journalistique si cher au fondateur, Henri Bourassa. Duplessis n'abandonna pas et commença à « placer ses hommes » à l'intérieur de l'institution, soit au conseil d'administration, soit à la salle de rédaction. Si bien que durant les élections provinciales de l'année suivante, les fidèles serviteurs du « chef » réussirent dans une certaine mesure à saboter les opérations du *Devoir*. Malgré la directive de Georges Pelletier d'appuyer le Bloc populaire, ils « s'arrangeaient pour retarder la parution du journal le plus possible les jours où il contenait des articles ou des nouvelles défavorables à l'Union nationale. » ²²

Pour sa part, Jean-François Nadeau affirme :

« En 1948, *Le Devoir* est en passe de tomber entre les mains de l'Union nationale de Maurice Duplessis. (...) Certaines têtes du *Devoir*, qui sont favorables à l'Union nationale, tentent alors de transformer le quotidien en journal de parti. *Au Devoir*, la cabale en faveur de Duplessis est menée par Léopold Richer, l'ancien directeur de la feuille du parti du Bloc populaire canadien. Richer projette de s'emparer de la direction du *Devoir*. Le journal, qui risque sous cette gouverne de sombrer dans la pure partisanerie politique, est sauvé *in extremis* par l'action de Jacques Perrault. C'est lui qui, prévenu de la manoeuvre que prépare Richer, met en place un nouveau directeur : Gérard Filion (...). ²³

L'arrivée du Bloc populaire sur l'échiquier politique confirme à Maurice Duplessis que sa meilleure stratégie consiste à soigner son image d'autonomiste convaincu et surtout à ternir celle de ses adversaires. Aussi, il ne se prive pas de dénoncer le caractère désastreux des accords conclus avec Ottawa par le gouvernement Godbout.

²² Suzanne Clavette et Robert Comeau, « Grandeur et misère d'un antiduplessisme de 1947 et 1959 » dans Robert Lahaise, sous la direction de, *Le Devoir : reflet du Québec au 20^e siècle*, Montréal, HMH, 1994, p. 346.

²³ Jean-François Nadeau, « André Laurendeau et Jacques Perrault, deux anti-duplessistes » dans Robert Comeau et Luc Desrochers (sous la direction de), *Le Devoir : un journal indépendant (1910-1995)*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1996, pp. 131-132.

« C'est ainsi qu'en 1940, par une simple lettre d'entente, et sans consulter l'Assemblée, le cabinet Godbout accepte de confier au fédéral l'entière compétence en matière d'assurance-chômage. De même, lors de la conférence fédérale-provinciale de 1941, il adopte une attitude conciliante, puis, en 1942, malgré les protestations de l'opposition, il se rend aux propositions d'Ottawa en lui remettant pour la durée de la guerre et en retour d'une subvention annuelle, le droit exclusif de lever les grands impôts directs. »²⁴

Dans son programme électoral énoncé le 12 juillet 1944, Maurice Duplessis déclarait :

« Pour une compensation partielle et monétaire, le gouvernement Godbout a cédé à Ottawa le droit de taxer les banques, les corporations, les compagnies d'utilité publique, en un mot, le droit de taxer les riches pour ne garder que le droit de taxer les pauvres (...) Le gouvernement a cédé à Ottawa le droit exclusif que possédait la province en matière d'assurance-chômage, avec la conséquence désastreuse que déplorent aujourd'hui les ouvriers et toute la population. »²⁵

L'exploitation des ressources naturelles occupe également une place importante dans le débat sur l'autonomie provinciale. Duplessis rejette tout interventionnisme dans le développement des ressources. C'est ainsi que l'ingérence d'Ottawa et le projet de nationalisation de l'hydroélectricité sous Adélard Godbout deviendront les cibles de choix du chef unioniste. L'Union nationale estime que « Le gouvernement Godbout a laissé Ottawa accaparer l'exploitation de nos ressources naturelles : mines, pouvoirs d'eau, forêts, ressources naturelles qui appartiennent à la province et qui doivent être mises en valeur par la province et pour le bénéfice de sa population (...). »²⁶ Concernant la nationalisation de l'hydro-électricité, Duplessis y est carrément opposé : « Si la Montreal Light, Heat & Power doit appartenir à une cor-

²⁴ Paul-André Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, tome II, Montréal, Boréal, 1989, p. 164.

²⁵ Jean-Louis Roy, *Les Programmes électoraux du Québec*, Montréal, Leméac, 1971, tome II, p. 314.

²⁶ *Ibid.*, p. 315.

poration publique, ce n'est pas à la province mais bien à la Ville de Montréal, où se consomme presque toute son électricité et où se trouvent presque tous ses clients. » ²⁷

La campagne électorale de 1944 est déjà largement entamée lorsque la *Gazette* décide d'entrer dans le débat. Aux yeux du Journal, la guerre et ses effets sur la population devraient être l'unique enjeu de cette élection. Selon l'équipe éditoriale du journal : « All other issues, provincial and federal, are secondary to it (...). » ²⁸ Comme aucun des partis en lice, ni même le Parti libéral, n'a fait de la mobilisation générale jusqu'à la victoire son cheval de bataille, la *Gazette* n'a accordé son appui à aucun d'entre eux. Qui plus est, l'Union nationale et le Bloc populaire sont vus comme des foyers de nationalisme et d'extrémisme : « The Union nationale is what its name implies, a union of nationalists. And the Bloc Populaire, organizing powerfully on a purely racial appeal, goes farther in its nationalism and opposition to the war than the party of Maurice Duplessis. It is waging an insidious campaign that is anti-British, anti-Canadian, antidemocratic. » ²⁹ Le quotidien décoche précisément une flèche à l'endroit de Maurice Duplessis dont le gouvernement avait adopté plusieurs mesures anti-démocratiques :

« The padlock law, under which Mr. Duplessis conducted several witch-hunts in this city in his previous term office, and which is still on the statute books, is a denial of the liberty to which men consecrate their lives today. It is undemocratic ; it abridges the inalienable rights of free speech and the freedom of the press ; and in its application it employs the strategy of terror that characterizes the operations of the Gestapo. » ³⁰

²⁷ *Ibid.*, p. 312.

²⁸ « Many Parties, One Issue », *The Gazette*, 17 juillet 1944.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ « The Quebec Scene », *The Gazette*, 19 juillet 1944.

Contrairement à la *Gazette*, *Le Devoir* va clairement prendre position et son choix se porte sur le Bloc populaire canadien dont l'aile québécoise est dirigée par André Laurendeau.³¹

Dans son éditorial du 22 juillet, Georges Pelletier accuse Adélard Godbout d'être à la solde du gouvernement de Mackenzie King : « Quand M. Godbout dit qu'il veut rester sur le terrain provincial, il oublie qu'il s'est engagé publiquement, et d'avance, à faire tout ce que M. King lui demandera. » Il ajoute : « Au surplus, personne plus que lui n'est étranger à la vérité et familier avec le contraire de la vérité. Garderons-nous un gouvernement mené par un tel homme ? Nous ne saurions jamais la vérité. »³² L'éditorialiste n'est pas tendre non plus à l'endroit de Maurice Duplessis qu'il accuse de manquer de courage et d'esprit de décision :

« Il a bien réclamé l'autonomie provinciale ; néanmoins, quand il s'est agi de questions qui touchaient le moins les intérêts nationaux, on ne l'a jamais vu poser nettement la question, se prononcer en temps utile. (...) Ainsi, sur la question du plébiscite, M. Duplessis n'a bougé qu'aux toutes dernières journées, assuré qu'il était que la lutte était déjà gagnée dans toute la province. Était-ce le fait d'un homme très courageux ? »³³

Le 8 août 1944, l'Union nationale reprend le pouvoir à Québec mais elle ne fait élire que 48 députés et n'obtient que 36% des voix, moins que le Parti libéral. Un tiers parti, le Bloc populaire réussit à s'accaparer 14% des suffrages.

³¹ André Laurendeau devient en 1947 éditorialiste et rédacteur en chef adjoint du *Devoir*.

³² Georges Pelletier, « L'élection du 8 août prochain. Voterons-nous pour le gouvernement ou pour un autre parti ? », *Le Devoir*, 22 juillet 1944.

³³ Georges Pelletier, « L'élection du 8 août prochain ».

La campagne de 1948

[Retour à la table des matières](#)

Plus que jamais, la question de l'autonomie provinciale domine la campagne. Pendant que l'Union nationale cherche à mettre en valeur la capacité de Maurice Duplessis à résister aux empiètements du gouvernement fédéral, le Parti libéral du Québec s'acharne à démontrer la négligence du gouvernement Duplessis dans le développement des ressources naturelles. On sort le slogan « un sou la tonne » pour parler de l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et l'Iron Ore Company en vue de l'exploitation du minerai de fer de l'Ungava. L'Opposition libérale avait pourtant voté en faveur du bill adopté à l'unanimité en avril 1946, de même qu'André Laurendeau qui agissait au nom du Bloc populaire. Pourtant, à titre d'éditorialiste, il écrit durant la campagne électorale de 1948 : « Il cède pour l'exploitation les parties les plus riches, peut-être les seules riches, de ce royaume, à une seule compagnie canadienne associée à des intérêts américains. Il les cède moyennant des rentes fixes - 100 000 \$ par année - au lieu de royautés en rapport avec les profits. Il ne garantit pas du travail à nos techniciens, ni du fer à nos industries. Il donne à l'aveuglette. » ³⁴

C'est pourtant sous le thème « Les libéraux donnent aux étrangers, Duplessis donne à sa province » que l'Union nationale inaugure sa campagne. Les libéraux provinciaux rétorquent que les libéraux fédéraux donnent trois fois plus à la province que le gouvernement Duplessis et que l'arrivée d'un gouvernement libéral à Québec permettrait d'améliorer encore cette performance.

L'argument de la manne fédérale pour inciter les Québécois à voter libéral est tantôt ridiculisé, tantôt taillé en pièces par les éditorialistes des deux quotidiens. Contrairement à l'élection de 1944, la *Gazette* prend cette fois clairement position en faveur de Duplessis. En se faisant l'apôtre de la libre entreprise, le chef unioniste s'attire d'ailleurs

³⁴ André Laurendeau, « Les déserts que fait vivre l'Union nationale », *Le Devoir*, 20 juillet 1948.

les bonnes grâces de toute la presse anglophone. Dans ses éditoriaux publiés en cours de campagne, la *Gazette* fait un bilan très élogieux du gouvernement unioniste sortant :

« On the whole, the administrative record of the government has been a good one. There has been marked industrial development in the province, with some 4,000 new industries having been established in four years. The finances have been well managed, with debt substantially reduced, and with the wide program of road and bridge building being carried out from current revenue and without borrowing. » ³⁵

Et il ne fait aucun doute, dans l'esprit de la *Gazette*, que c'est le laisser-faire économique du gouvernement Duplessis qui est à l'origine de toute la prospérité qui déferle sur le Québec.

Au chapitre des relations fédérales-provinciales, les éditoriaux de la *Gazette* tendent à démontrer que le Québec n'est pas la seule province insatisfaite et qu'en conséquence, Ottawa a le devoir de réviser l'ensemble des pactes fiscaux conclus avec ses partenaires : « It is obvious that the financial relations between the provinces and the federal Government will have to be adjusted upon some quite new foundation, and that Quebec's reluctance to sign the present agreements is supported, not only by the similar decision of the government of Ontario, but by dissatisfaction of governments who have signed. » ³⁶

Le Devoir se prononce lui aussi en faveur de Maurice Duplessis mais, contrairement à son vis-à-vis anglophone, c'est la question de l'autonomie provinciale qui l'amène à faire ce choix. Aux yeux du quotidien, un vote pour M. Godbout, « c'est un geste de démission, un acte de sabotage ». ³⁷ Gérard Filion poursuit : « Si M. Godbout est élu, nulle opinion publique ne pourra l'arrêter dans la voie des concessions. » ³⁸ Il conclut : « Entre la capitulation sans conditions et

³⁵ « The real issues in Quebec », *The Gazette*, 26 juillet 1948.

³⁶ « The real issues in Quebec », *The Gazette*, 26 juillet 1948.

³⁷ Gérard Filion, « Pour qui voterons-nous ? », *Le Devoir*, 14 juillet 1948.

³⁸ Ibid.

la résistance, même imparfaite, il n'y a pas de choix. Le deuxième s'impose. » ³⁹

Cette résistance à ce qui est perçu comme des agressions fédérales, c'est Maurice Duplessis qui l'incarne malgré tous les défauts que l'éditorialiste lui attribue : « M. Duplessis n'est pas un homme de tout repos, loin de là. Il est essentiellement opportuniste. Chaque parole qu'il prononce, chaque geste qu'il pose ont une fin bien précise : rapporter des votes. Son administration ressemble en beaucoup de points à celle de Taschereau : conservatisme exagéré, liaison étroite avec la rue Saint-Jacques. » ⁴⁰

Deux jours avant les élections du 28 juillet, l'éditorialiste André Laurendeau lance cet appel : « il faut sauver l'existence de l'État provincial, mis en péril par les libéraux. Pour le sauver, nous avons en ce moment sous la main un seul instrument dangereux et incomplet, mais le seul : donc on doit cette fois voter pour l'Union Nationale qui promet de résister. » ⁴¹

Le 28 juillet 1948, non seulement l'Union nationale reste au pouvoir, mais elle renforce sa majorité avec 82 sièges et 52% des voix.

La campagne de 1952

[Retour à la table des matières](#)

Le Devoir retire son appui à Maurice Duplessis dont le bilan sur le plan autonomiste est jugé déficitaire. André Laurendeau reproche au gouvernement Duplessis de ne pas avoir rempli ses promesses :

« M. Duplessis a refusé d'exercer les pouvoirs de la province en matière d'impôt sur le revenu personnel, quand il le pouvait sans soutirer un

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ André Laurendeau, « La doctrine qu'il faut abattre », *Le Devoir*, 26 juillet 1948.

sou de plus aux contribuables du Québec. De la sorte, il a fait perdre à l'État une soixantaine de millions de dollars et négligé d'appuyer par un fait des réclamations qui sont restées verbales : autonomie à 0 p.c. Il a remis à l'État central des pouvoirs nouveaux en matière de pension de vieillesse. Après avoir dénoncé le rapport Massey, il a accepté l'aide fédérale aux universités et aux collèges, quand il pouvait régler le problème seul. » ⁴²

Le Parti libéral a maintenant un nouveau chef, Georges-Émile Lapalme, un homme progressiste mais qui ne trouve pas grâce pour autant aux yeux de l'éditorialiste Gérard Filion : « Qui s'offre à remplacer M. Duplessis ? M. Lapalme, ou plus exactement le Parti libéral provincial. C'est une vieille connaissance. Nous savons ce qu'il vaut, nous savons ce qu'il nous a donné et ce qu'il nous a coûté. » ⁴³

Quelques jours plus tard, Gérard Filion semble se raviser un peu :

« Il est nécessaire que Québec soit dirigé par un gouvernement qui ne cède rien et qui s'efforce de reconquérir ce qui a été perdu. M. Duplessis, par ses abandons répétés, a perdu notre confiance. Si M. Lapalme veut bien renouer avec la tradition de son parti, il a des chances de prendre le pouvoir avec un mandat explicite. Il aura l'autorité voulue pour tenir tête aux centralisateurs d'Ottawa. » ⁴⁴

Aux yeux du *Devoir*, le bilan social du gouvernement Duplessis n'est guère plus reluisant que celui au chapitre des relations fédérales-provinciales. La grève de l'amiante de 1948-1949 a laissé des traces douloureuses. Gérard Filion reproche au premier ministre son sentiment anti-ouvrier et rappelle que « seule une levée générale de bou-

⁴² André Laurendeau, « M. Duplessis va-t-il se congratuler pendant quatre semaines ? », *Le Devoir*, 17 juin 1952.

⁴³ Gérard Filion, « L'élection n'est pas un concours de beauté », *Le Devoir*, 2 juillet 1952.

⁴⁴ Gérard Filion, « On ne peut tromper tout le monde tout le temps », *Le Devoir*, 5 juillet 1952.

cliers a empêché l'adoption d'un code du travail réactionnaire, dont les patrons eux-mêmes ne voulaient pas. » ⁴⁵ Il poursuit :

« La grève de l'amiante, qui aurait pu se régler en quelques semaines, traîna en longueur par la faute du premier ministre. S'il avait voulu user de son influence pour faire accepter par la Johns-Manville une clause de non-représailles contre certains grévistes, la grève se serait terminée en avril et les massacres du début de mai auraient été évités. Les ouvriers n'ont pas oublié cette cruauté impardonnable de M. Duplessis et lui en gardent rancœur. » ⁴⁶

Dans la lutte contre les logements insalubres, le gouvernement Duplessis ne semble pas avoir levé le petit doigt. André Laurendeau écrit : « Nous attendons toujours l'offensive contre les taudis, la lutte efficace pour des habitations saines. En aucun domaine l'action de M. Duplessis ne s'est montrée plus décevante - et écrivons le mot, plus antifamiliale. » ⁴⁷

Pendant ce temps, la *Gazette* ne tarit pas d'éloges à l'endroit de Maurice Duplessis. « When Mr. Duplessis' statements are examined, it will be found that they are remarkable for something more than their consistency. They have followed a pattern that is not likely to be found in many other political leaders in this country. » ⁴⁸

Aux yeux de la *Gazette*, Duplessis est vraiment l'homme de la situation, celui qui a mis le Québec sur les rails de la prospérité.

« The growth of Quebec since the last election seems testimony not only to Mr. Duplessis' belief in private enterprise. It is testimony also to Mr. Duplessis' conviction that "these industries have come to the province

⁴⁵ Gérard Filion, « Plus de boue que d'idées », *Le Devoir*, 15 juillet 1952. Voir aussi les témoignages de Madeleine Parent et de Gérard Pelletier dans le présent volume.

⁴⁶ Gérard Filion, « Plus de boue que d'idées ».

⁴⁷ André Laurendeau, « M. Duplessis va-t-il se congratuler pendant quatre semaines ? », *Le Devoir*, 17 juin 1952.

⁴⁸ « A strange political charge », *The Gazette*, 2 juillet 1952.

because they realized that there was a stable, strong, firm government here, and that foundations would not be allowed to crumble. » ⁴⁹

Le quotidien accuse même les adversaires politiques de Maurice Duplessis de livrer une bataille contre le progrès économique.

Un autre argument qui milite, selon la *Gazette*, en faveur du gouvernement Duplessis : le niveau d'imposition.

« On Wednesday the Quebec voters will have to make their choice. The fact that Quebecers today have a lower per capita tax than Canadians living in any other province would seem to show that a very difficult and unusual election promise - the promise not to spend too much - has been carried out. Nor has Mr. Duplessis said anything in this campaign to suggest that the policy of 1948 would not be the policy for his next term in office. » ⁵⁰

Le 16 juillet 1952, l'Union nationale est reportée au pouvoir mais son étoile a pâli dans la faveur populaire. Elle remporte 68 sièges et récolte 51% des voix. Dans cette première lutte à deux depuis 1939, le Parti libéral réussit à faire élire 23 députés avec 46% des suffrages.

La campagne de 1956

[Retour à la table des matières](#)

Lorsque les élections sont déclenchées au printemps 1956, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay) instituée en 1953 par le gouvernement du Québec vient de remettre son rapport au premier ministre. Ce rapport doit constituer une réponse aux visées centralisatrices d'Ottawa et trouver une solution au contentieux fiscal entre Québec et le gouvernement fédéral. Plutôt que d'utiliser le document dans ses négociations avec Ottawa, Maurice Duplessis s'est empressé de l'enterrer, faisant la

⁴⁹ « Fighting against prosperity », *The Gazette*, 10 juillet 1952.

⁵⁰ « Quebec and taxation », *The Gazette*, 14 juillet 1952.

preuve encore une fois qu'il était davantage opportuniste qu'autonomiste.

Le Devoir ouvre sa couverture de la campagne électorale de 1956 en publiant un dossier dévastateur sur les quinze années du régime Duplessis.⁵¹ Le quotidien ne néglige aucun aspect : que ce soit dans le domaine de l'éducation, de l'habitation ou du développement économique, que ce soit sur la plan de la qualité de la vie démocratique ou des revendications autonomistes, l'administration Duplessis est passée au crible et en ressort passablement amochée. Cette rétrospective qui constitue l'essence même du travail journalistique en période électorale est perçue, entre autres, par les partisans de Duplessis comme un appui explicite aux libéraux, ce dont *Le Devoir* a dû se défendre à maintes reprises farouchement. Le quotidien a même été forcé d'exposer les raisons de sa démarche pour calmer l'indignation et répondre aux interrogations d'un certain nombre de ses lecteurs, dont celles de François-Albert Angers, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales. Dans une mise au point en bonne et due forme, Gérard Filion écrit :

« En 1935-36, LE DEVOIR faisait la lutte à fond contre le régime Taschereau. Il n'était pas pour autant vendu à l'Union nationale. En 1944, LE DEVOIR accordait son appui sans réserve au Bloc Populaire Canadien ; pourtant il n'existait aucun engagement entre notre journal et le parti de Me Maxime Raymond. En 1948, LE DEVOIR tire à boulets rouges contre M. Godbout et conseilla à ses lecteurs de voter pour l'Union nationale. Est-ce à dire qu'il était vendu à M. Duplessis ? »⁵²

⁵¹ Jean-François Nadeau écrit : « Dans le Québec des années cinquante, c'est certainement au *Devoir* que l'opposition au régime duplessiste, tenu pour réactionnaire, se fait le plus sentir au jour le jour. (...) C'est surtout à partir de 1956 que *Le Devoir* engage une véritable lutte à mort au duplessisme. Avant cette année-là, il louvoie quelque peu dans ses prises de position politiques, séduit par l'autonomie provinciale prônée par Duplessis et dégoûté tout à la fois par son peu d'empressement à transposer les discours dans la pratique. » Voir « André Laurendeau et Jacques Perrault, deux anti-duplessistes », p. 131. Voir note 23.

⁵² Gérard Filion, « La vraie question à laquelle nous devons répondre », *Le Devoir*, 6 juin 1956.

Filion poursuit :

« Mais nous estimons qu'après douze ans d'administration ininterrompue un gouvernement doit rendre des comptes au peuple. Car c'est bien là le fait capital : M. Duplessis est le premier ministre depuis 1944 : il a dirigé les destinées de la province dans des conditions extrêmement favorables : période d'expansion économique, absence d'opposition parlementaire. Sur le plan purement administratif, il ne peut plaider circonstances atténuantes. Nous avons donc le droit de lui demander un compte strict de ses actes administratifs sous le rapport de l'efficacité et de l'honnêteté. A-t-il donné à la province de Québec une administration progressive et honnête ? A-t-il administré à la petite semaine et a-t-il toléré du gaspillage et de la malhonnêteté ? C'est là un point important qu'il n'est pas permis d'escamoter. » ⁵³

Exceptionnellement, *Le Devoir* estime donc que l'autonomie provinciale n'est pas cette fois la seule question à prendre en considération. Et, même à ce chapitre, le quotidien dresse un bilan plutôt sombre des gestes posés par le gouvernement Duplessis. Dans un de ses éditoriaux publiés en cours de campagne, Gérard Filion fait une rétrospective des événements des derniers mois qui en dit long sur la faiblesse des convictions autonomistes du premier ministre Duplessis. Voici en résumé ce que contient cette récapitulation : en janvier 1956, le premier ministre Saint-Laurent écrit aux premiers ministres provinciaux une lettre dans laquelle il expose la nouvelle politique d'Ottawa en matière fiscale, politique qui sera débattue au cours d'une prochaine conférence fédérale-provinciale. Alors que le parlement siège à Québec, la lettre de M. Saint-Laurent ne sera pas déposée devant la Chambre et par conséquent ne fera l'objet d'aucun débat. Pourtant, précise Filion : « Les deux partis auraient alors l'occasion de définir leur attitude et un vote d'un parlement donnerait une singulière autorité à ceux qui seront appelés à négocier au nom de la province de Québec. » ⁵⁴

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Gérard Filion, « Duplessis est satisfait des offres fédérales », *Le Devoir*, 7 juin 1956.

Le premier ministre Duplessis attend plutôt la prorogation des Chambres, soit à la fin de février, pour faire connaître sa position et annoncer qu'il acceptera la proposition fédérale. M. Duplessis a en main le rapport Tremblay depuis quinze jours. Gérard Filion ajoute :

« la Commission Tremblay a précisément pour objet d'étudier la question des relations fiscales entre le pouvoir central et les provinces. Prendre une attitude définitive avant d'avoir eu le temps d'étudier le rapport sérieusement et de le porter à la connaissance du public, équivalait à se payer la tête des commissaires. » ⁵⁵

La conférence fédérale-provinciale se tient à Ottawa au début du mois de mars. Les discussions ont lieu à huis clos mais, au sortir de la rencontre, M. Duplessis se déclare satisfait. Même si le gouvernement fédéral ne restitue qu'une partie des droits de taxation qu'il a enlevés aux provinces, M. Duplessis se serait empressé d'ajouter qu'il s'agissait d'un grand pas dans la bonne direction.

Durant cette campagne, l'impartialité du *Devoir* est aussi mise en doute par la *Gazette* qui voit dans le dossier accablant publié par son concurrent la preuve de son parti pris. Dans un texte publié le 4 juin sous la plume de Wilbur Arkison, on peut lire :

« The nationalist *Le Devoir* in Montreal has given its wholehearted backing to the Liberal Party in the present campaign.(...) This move was not too well received by "dyed-in-the-wool" nationalists who believe *Le Devoir* could best fill its role by maintaining its complete independence. » ⁵⁶

Le fait qu'un des journalistes qui ont travaillé à la préparation de ce dossier spécial, Pierre Laporte, ait par la suite démissionné pour se porter candidat sous la bannière libérale contribue à renforcer le quo-

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Wilbur Arkison, « Quebec Liberals Accept Strange Allies », *The Gazette*, 4 juin 1956.

tidien anglophone dans son interprétation. ⁵⁷ Les critiques du *Devoir* face au gouvernement sortant font dire à l'équipe éditoriale de la *Gazette* au lendemain de la victoire de Duplessis : « The most Nationalist newspaper of the province assailed him with consistent savagery, from start to finish. » ⁵⁸

En faisant la revue des éditoriaux de la *Gazette* durant cette campagne électorale, on constate que le quotidien ne fait aucunement mention des lacunes, des abus et même des trahisons du régime Duplessis qui avaient été mis en lumière par *Le Devoir*. Pour convaincre ses lecteurs à reporter l'Union nationale au pouvoir, la *Gazette* s'en prend aux opposants de Duplessis et plus particulièrement aux alliés du chef libéral Georges-Émile Lapalme :

« Voters who support Mr. Georges Lapalme to the provincial election this week must be prepared to accept an alliance with the most extreme Nationalist groups in this province. (...) L'Union des électeurs not only represents an extreme view in Nationalism ; they represent extreme views in economics also. They have been disowned as a dangerous group, even by the federal Social Credit Party of Mr. Solon Low. They are vehement in

⁵⁷ Les scrupules de la *Gazette* quant à l'indépendance du *Devoir* face au pouvoir politique peuvent paraître surprenants. Conrad Black, dans son livre *Duplessis : Le pouvoir*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1977, nous apprend entre autres que les deux principaux journalistes de la *Gazette* affectés aux affaires provinciales durant les années quarante et cinquante, Abel Vineberg et Tracy Ludington, sont des amis intimes de Maurice Duplessis. Vineberg était même organisateur officiel de l'Union nationale dans les districts juifs de Montréal. On y apprend aussi que « tous les articles d'une certaine importance portant sur les affaires provinciales étaient presque toujours rédigés ou révisés par Vineberg ou Ludington » (p. 520). Quant au président de la *Gazette*, John Bassett, il était selon Conrad Black le meilleur ami anglophone de Duplessis et son successeur, Charles H. Peters, avait l'habitude de rendre visite à Duplessis en compagnie de son rédacteur en chef. « Les réflexions de Duplessis leur fournissaient matière à éditorial des semaines à l'avance » (p. 514). Ces connivences entre la *Gazette* et Duplessis valaient leur pesant d'or. « La Gazette Printing Company, partie très importante des entreprises de la *Gazette*, recevait de gros et très profitables contrats d'imprimerie du gouvernement provincial, surtout pour les manuels scolaires » (p. 515).

⁵⁸ « A Decisive Victory », *The Gazette*, 21 juin 1956.

denunciations of the free enterprise system as such, and what they call the "financial dictatorship of the province". » ⁵⁹

La *Gazette* voit aussi dans la menace de résurrection du rapport Tremblay une autre raison pour ne pas voter pour l'équipe Lapalme :

« Quite evidently, Mr. Lapalme does not intend to accept the support of the Nationalists for the campaign only ; he has made promises beyond that. He will revive the report of the Tremblay Commission - a report so extreme and unworkable in its statement of provincial claims that Mr. Duplessis has set it aside. » ⁶⁰

C'est cet éditorial qui a fait dire à André Laurendeau dans un texte publié le jour du scrutin : « Au fond, m. Duplessis méritait cette bénédiction de LA GAZETTE. Son autonomisme est assez négatif, sa politique, assez conservatrice et antisociale, pour que le journal de la haute finance lui fournisse un certificat de bonne conduite. » ⁶¹

Le 20 juin 1956, non seulement l'Union nationale se maintient au pouvoir mais elle réussit à améliorer sa majorité avec 72 députés et 52% des voix.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Dans les sociétés occidentales, la presse s'est donnée le rôle de gardien des valeurs démocratiques. À la lumière de l'analyse que nous avons faite des éditoriaux publiés par *Le Devoir* et la *Gazette* au cours des campagnes électorales de 1936 à 1956, donc à des moments où la délibération démocratique battait son plein, force est de constater que les directions des deux journaux n'ont Pas toujours été à la hauteur de

⁵⁹ « An Irresponsible Alliance », *The Gazette*, 18 juin 1956.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ André Laurendeau, « Janus », *Le Devoir*, 20 juin 1956.

leurs idéaux. *Le Devoir* a mis du temps à faire les critiques qui s'imposaient face au duplessisme en subordonnant la qualité de la vie démocratique aux intérêts autonomistes alors que la *Gazette*, à compter de 1948, s'est carrément fermé les yeux sur les abus du régime pour se mettre au service du libéralisme économique.

Les positions éditoriales des deux quotidiens face aux gouvernements Duplessis ont été constamment aux antipodes. Pendant que *Le Devoir* appuyait l'Union nationale, la *Gazette* y était farouchement opposée et à mesure que le soutien du *Devoir* s'est effrité celui de la *Gazette* s'est renforcé pour devenir un appui inconditionnel à partir de 1948. Une seule exception à ces deux tendances opposées, l'élection de 1948 où les deux journaux recommandent de voter pour Maurice Duplessis mais encore là pour des raisons totalement différentes : *Le Devoir* parce que Maurice Duplessis est le meilleur rempart contre les « agressions » d'Ottawa, la *Gazette* en raison de sa profession de foi envers l'entreprise privée.

On constate avec un certain étonnement que *Le Devoir* n'a manifesté son opposition au duplessisme que très tardivement, d'abord de façon timide en 1952 puis beaucoup plus énergiquement en 1956. Il faut dire que le chef de l'Union nationale a bénéficié à quelques reprises de l'appui du *Devoir* faute de choix valable. On peut parler dans quelques cas d'un appui par défaut. Le penchant nationaliste de la direction du *Devoir* à cette époque a donc favorisé Duplessis, qui a su jouer la carte autonomiste à fond, mais la faiblesse de ses réalisations sur le plan social a fini par épuiser son capital d'appuis. L'attitude du gouvernement Duplessis dans la grève de l'amiante a consacré la rupture définitive entre *Le Devoir* et Duplessis.

C'est le laisser-faire économique qui a surtout guidé la *Gazette* dans ses prises de position mais en raison du contexte particulier créé par la guerre, la loyauté du journal anglophone envers l'Empire a primé sur toutes autres considérations aux élections de 1939 et de 1944. De façon générale, on constate que la *Gazette* a eu tendance à favoriser le gouvernement sortant, sauf en 1939 au terme du premier mandat de Maurice Duplessis, où elle a appuyé le Parti libéral et, en 1944, où elle est plutôt restée neutre. Mais à mesure que le chef de l'Union na-

tionale a abandonné ses politiques progressistes pour révéler tout son conservatisme, il a gagné la *Gazette* à sa cause.

Tableau 1

*Positions du Devoir et de la Gazette
face à l'Union nationale, 1936-1956*

[Retour à la table des matières](#)

	1936	1939	1944	1948	1952	1956
<i>Le Devoir</i>	oui	oui	non	oui	non	non
<i>La Gazette</i>	non	non	non	oui	oui	oui

Tableau 2

*Positions du Devoir et de la Gazette
face au gouvernement sortant, 1936-1956*

	1936	1939	1944	1948	1952	1956
<i>Le Devoir</i>	non	oui	non	oui	non	non
<i>La Gazette</i>	oui	non	neutre	oui	oui	oui

Tableau 3
Résultats des élections provinciales au Québec, 1935-1956

[Retour à la table des matières](#)

	Parti libéral		Union nationale		ALN(*)		Autres	
	sièges	votes %	sièges	votes %	sièges	votes %	sièges	votes %
1935	48	50,2%	16	19%	26	29%		
1936	14	41,8%	76	57,5%	--	--		
1939	70	54,2%	15	39,2%			1	6%
1944	37	39,5%	48	35,8%			6	24%**
1948	8	38,3%	82	51,0%			2	11%***
1952	23	46,0%	68	51,5%			1	3%
1956	20	44,5%	72	52%			1	3%
* Action libérale nationale								
** Bloc populaire 4 (14%) ; CCF 1 (3%) ; Nationaliste 1 (1%)								
*** Indépendants 2 (2%) ; Union des électeurs (9,3%)								

Fin du texte